

BÉJAÏA : RECUEILLEMENT SUR LA TOMBE DE SAÏD MEKBEL Pour que nul n'oublie «Mesmar Jeha»

C'est dans une parfaite communion que les journalistes de l'AJB (association des journalistes de Béjaïa), accompagnés des représentants de l'APW et des personnalités de la ville de Béjaïa, ainsi que du frère du défunt, ont déposé, hier, en début de matinée, une gerbe de fleurs sur la tombe de Saïd Mekbel, en marge d'un recueillement et en hommage à son combat pour la liberté d'expression.

Seize ans sont passés après sa disparition tragique, exécutée froidement par des sanguinaires extrémistes, «Mesmar Jeha» restera éternellement dans les cœurs et dans les mémoires et des professionnels de la presse et des millions de ses admirateurs, aujourd'hui orphelins de ses billets satiriques et de son humour corrosif.

«Ceux qui l'ont assassiné le 3 décembre 1994 dans un petit restaurant à Alger, non loin de son lieu de travail, ont voulu faire taire à jamais une plume qui gênait. Mais si Saïd Mekbel n'est pas là physiquement, aujourd'hui, il est à jamais dans nos cœurs. Son nom, ses écrits sont pour toujours sur toutes les lèvres», dira notre confrère Kamel Medjdoub du journal *El Watan* dans une lettre-hommage à Saïd Mekbel lue au cimetière de Sidi Mohand Amokrane de la ville des Hammadites, où repose l'un des martyrs de la démocratie. Le nouveau wali de Béjaïa a convié l'ensemble des journalistes locaux à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté d'expression à un déjeuner dans la résidence de la wilaya.

L'Association des journalistes et correspondants de la wilaya de Béjaïa, de son côté, organisé à la maison de la culture, une série de conférences ayant pour thèmes «Le journalisme et les droits de l'homme», «Le journalisme face au délit de la presse» animées respectivement par M^e Hocine Zehouane, président de la LADDH, et Driss Abderrahmane, du bâtonnat de Béjaïa.

Kamel Gaci

UN ATTENTAT KAMIKAZE DÉJOUÉ EN FRANCE

Le coup de pouce du renseignement algérien

Le président de l'Observatoire international du terrorisme a révélé, lundi, que la coopération entre les services de renseignement algérien et français avait permis de déjouer un «attentat kamikaze extrêmement grave» en France.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - La coopération antiterroriste entre Alger et Paris est particulièrement efficace. Roland Jacquard, le président de l'Observatoire international du terrorisme, a révélé, lundi, que les services de renseignement des deux pays sont parvenus à déjouer un «attentat kamikaze extrêmement grave» qui devait se produire, en 2010, sur le territoire français.

«L'année dernière, le gouvernement français n'a pas voulu le dire, mais ils (les services) ont réussi à empêcher un attentat-suicide extrêmement grave. C'est un terroriste qui s'appelait Djouadi, un Algérien, qui a été interpellé grâce à une collaboration entre les services secrets algériens et la DCRI (Direction centrale du renseignement intérieur) avec l'appui de la DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure)»,

a expliqué Roland Jacquard sur le plateau de l'émission de France 5, «C dans l'air», dont le thème central était l'élimination d'Oussama Ben Laden.

Selon le spécialiste français, il devait permettre la constitution d'un réseau kamikaze sur le territoire français. «Il (Djouadi) devait venir en France avec une équipe de kamikazes», souligne Jacquard.

«Pour frapper où ?» lance l'animateur de l'émission pour obtenir plus de détails. «Peu importe, répond Roland Jacquard, tout ceci pour vous dire que les services antiterroristes ne communiquent pas forcément ce genre d'information.»

Notons que le président de l'Observatoire international du terrorisme est connu pour sa «proximité» avec certains hauts responsables des services de sécurité français. Reste que la dernière révélation



Roland Jacquard

que vient confirmer l'information publiée par la presse française faisait état «d'une menace terroriste importante» au courant du mois de septembre 2010. «La menace est réelle, notre vigilance est renforcée», avait alors confirmé le ministre de l'Intérieur.

RTL, dans son journal matinal du 20 septembre, annonçait que les services antiterroristes ont reçu des renseignements, à partir d'Alger, sur l'arrivée en France de deux groupes liés à Al-Qaïda au

Maghreb islamique. Les spécialistes de la lutte contre le terrorisme se seraient intéressés en particulier au cas d'une femme kamikaze. Selon les médias français, les deux groupes avaient arrêté une série de cibles très précises.

Parmi elles, figureraient la Grande Mosquée de Paris et son recteur, le docteur Dalil Boubekur. Les autorités décidèrent alors de renforcer la sécurité autour de ce site.

T. H.

Précisions de Khalida Toumi, ministre de la Culture

Le ministère de la Culture dément catégoriquement l'information selon laquelle Madame la Ministre de la Culture aurait censuré l'ouvrage de Mohamed Benchicou *Le mensonge de Dieu*.

L'octroi des numéros d'ISBN et de dépôt légal est du ressort des services de la Bibliothèque nationale d'Algérie.

Madame la Ministre de la Culture n'a, à aucun moment, donné d'instruction pour accepter ou refuser d'octroyer ces numéros.

Si cette demande a été formulée le 19 janvier dernier, pourquoi avoir attendu jusqu'au 3 mai, Journée internationale de la liberté d'expression, pour réagir ?

Hasard ou nécessité de publicité ?

Zehira Yahi

Réponse de Mohamed Benchicou au «démenti» de Khalida Toumi

Madame la ministre de la Culture vient d'envoyer un «démenti» à la presse dans lequel elle se défend d'avoir instruit le directeur de la Bibliothèque nationale de ne pas délivrer de numéro d'ISBN pour le livre *Le mensonge de Dieu*.

1. Je constate d'abord que, en comparaison à octobre 2008, Madame la ministre a perdu de son arrogance.

Le fait que les médias internationaux se soient emparés de l'affaire dans cette conjonction mondiale défavorable au régime algérien, l'a forcée à plus d'humilité et, fatalement, à plus de duplicité.

Ce n'est plus la même ministre qui, en octobre 2008, le 21 plus exactement, plastronnait en conférence de presse en affirmant d'un ton cynique : «C'est moi qui ai interdit le livre de Benchicou !» Avec, rappelez-vous, cette envolée qui se voulait émouvante : «J'ai évité à Benchicou de retourner en prison.» Il s'agissait alors du livre *Journal d'un homme libre*, qui fit l'objet d'une descente policière à l'im-

primerie Mauguin de Blida. Ce jour-là, M^{me} Khalida Toumi exhibait le manuscrit qui venait d'être remis à la Bibliothèque nationale.

Comment avait-il échoué chez elle, elle qui prétend aujourd'hui que le directeur de la Bibliothèque nationale est «souverain» ? M^{me} Toumi prend les Algériens pour des gogos.

Et des gogos amnésiques. Qui a oublié que le précédent directeur de la Bibliothèque nationale, M. Amine Zaoui, a été limogé, par elle-même, en octobre 2008, pour avoir délivré un numéro d'ISBN à... Mohamed Benchicou pour son livre *Journal d'un homme libre* ?

Son successeur, qui a été prié de retenir la leçon, attend désormais le «feu vert» pour accorder le numéro d'ISBN.

Et ce «feu vert» n'est pas venu pour *Le mensonge de Dieu* ! Pourquoi M^{me} la ministre ne précise-t-elle pas que depuis cette date, c'est elle-même qui a transformé une simple formalité administrative, la délivrance d'un numéro d'ISBN, en «autorisation d'édi-

ter» ? Et que cette «autorisation d'édition» est délivrée par elle-même, après consultation des «niveaux supérieurs» ? Pourquoi ne souligne-t-elle pas que des maisons d'édition se voient systématiquement refuser le «numéro d'ISBN» au point que certaines d'entre elles ont fermé ?

2. M^{me} Toumi de mai 2011 se voit obligée de recourir aux techniques hypocrites de «camouflage» qui sont celles du pouvoir : ce n'est jamais lui qui interdit les journaux, c'est l'imprimerie qui arrête d'imprimer les journaux pour «factures impayées» ; ce n'est jamais lui qui met en faillite un journal, c'est le fisc qui prend l'initiative d'un redressement fiscal ; ce n'est pas la ministre qui a interdit le livre, c'est le directeur de la Bibliothèque nationale qui a décidé – pourquoi ? – de ne pas délivrer un numéro d'ISBN.

Comme chacun sait, l'imprimerie, l'administration fiscale et le directeur de la Bibliothèque nationale sont totalement indépendants de la tutelle.

Soit. Accordons à M^{me} Toumi le bénéfice du doute. Mais

alors trouve-t-elle normal, en tant que membre du gouvernement, que le directeur de la Bibliothèque piétine la Constitution et décide, de son propre chef, de ce que doivent lire les Algériens et de ce qui doit s'éditionner en Algérie ?

3. Trêve de sornioiserie, M^{me} Toumi ! Arrêtez d'humilier des éditeurs, des créateurs et des écrivains qui ne demandent qu'à faire leur métier ! Renoncez à ce hideux boulot de briseur de rêves. Rendez aux éditeurs algériens leur dignité !

En 2008, je vous avais promis de ne jamais me taire devant vos voies de fait, devant cette profanation de l'Etat de droit embryonnaire et que jamais je ne me ferai complice de la banalisation de l'acte totalitaire. Rétablissez le droit d'édition, le droit de lire, le droit d'être ! Je ne vous reconnais pas la prérogative de décider pour moi ni celle de faire de moi un écrivain de l'exil. Je combattrai l'arbitraire, le vôtre et celui de vos supérieurs, jusqu'à mon dernier souffle.

M. B.